

Industrie: bouger les modèles

PAR ERIC BRAINE

L'industrie informatique vient de connaître une série de flops retentissants :

– Excédentaire jusqu'en 1987, la balance commerciale de l'électronique a enregistré en 1988 un déficit de 9,6 milliards de francs, dû en particulier à un solde négatif de 13 milliards en informatique.

– Thomson, qui avait été aidé dans le cadre du plan « informatique pour tous », sort définitivement du monde de la micro.

– Matra a mis fin à son activité mini, structurellement déficitaire.

– Après plusieurs années de convalescence, Bull connaît un succès dans les *main frame*, mais est, de fait, exclue de marchés porteurs comme la micro et les stations, et obligée de supprimer 3 500 emplois.

– Malgré l'argent de la DRET¹, les projets des grands calculateurs vectoriels ont dû être arrêtés... Siemens rachète IN2.

Cette dégradation continue vient de loin : depuis la prise de conscience par la gauche des illusions de la filière électronique et la destruction par la droite des instruments de l'intervention publique, la France n'a plus de politique industrielle... Plus, l'application de dogmes libéraux n'a fait que renforcer des faiblesses chroniques :

– Retard de la recherche, inadaptation du système éducatif, gaspillage des fonds de la formation professionnelle, frilosité de la politique sociale de modernisation.

– Absence sur les marchés clés d'entreprises ayant la taille critique, faible ou mauvaise spécialisation.

– Ignorance des déterminants de l'efficacité industrielle : connaissance des marchés, développement des savoir-faire, qualité, logistique.

– Conception mécanique et quantitative de l'intervention publique.

Qui peut aujourd'hui penser l'intervention de l'Etat ? Des partis, des experts, des militaires ? Ne faut-il

pas affirmer la nécessité d'une évaluation, faire appel à des contre-experts mandatés par des instances sociales ? N'est-il pas temps de renouveler profondément les modèles de l'action publique ?

– Dans une économie mondiale (voir le dossier dans ce numéro) à base de services et d'information, quel sens ont les notions d'industrie, de production, de productivité ? Quelle marge d'autonomie laisse la mondialisation ?

– Quelle est la finalité d'une politique industrielle : emploi, puissance, richesse ?

– N'est-il pas urgent de revaloriser ses buts sociaux : libération du temps, protection de l'environnement, lutte contre les exclusions, respect des identités ?

– En matière d'informatisation, existe-t-il une demande sociale à satisfaire ?

– A l'heure de l'Europe, l'indépendance technologique est-elle encore un objectif pertinent, ou bien ne faut-il pas chercher dans un système de coopération inter-régional les atouts qui font actuellement défaut ?

Dans la mesure où emploi et niveau de vie de très larges secteurs dépendent encore de l'industrie, la nécessité d'une politique dans ce domaine se fait encore sentir : tous les grands Etats aident leur industrie et la struc-

turent. Il faut donc continuer à poser les questions relatives à ces interventions, à évaluer leur efficacité. A notre avis, une politique industrielle de l'informatique doit prendre en compte les exigences suivantes :

– Renforcer les efforts de recherche, d'éducation et de formation, préalables stratégiques obligés.

– Ne pas se limiter au champion national, Bull, mais recréer un tissu industriel capable d'exploiter rapidement les résultats de la recherche.

– Se donner des marges de manœuvre permettant de diverger des normes nippo-américaines, en favorisant la maîtrise sociale de l'informatisation, ou l'élaboration de produits écologiquement responsables.

– Concevoir les interventions publiques de façon fine, diversifiée, décentralisée : au niveau des entreprises, des collectivités, des universités, et non plus au niveau de secteurs, d'agréats ou d'Etats ; favoriser le patenariat local.

– Privilégier les incitations fiscales.

– Travailler sur la demande plus que sur l'offre, créer de nouveaux produits socialement utiles.

Lors du Conseil des ministres du 14 juin dernier, Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a annoncé le financement à hauteur de 3 milliards de francs du Joint European Subminon Silicon (le programme microprocesseurs européen JESSI). Cette relance, sans doute nécessaire, marque plus par la continuité que par le renouvellement des modèles d'action.

La question n'est pas de réduire les interventions de l'Etat, mais de leur donner une finalité nouvelle et de les agir de façon qualitativement différente, en n'oubliant pas que c'est par l'investissement intellectuel que tout commence.

¹ Direction de la recherche du ministère de la Défense nationale.